



ALERTE GROUPE 3 - 10/05/2006 09:29..... 2

| | |
|---|-----------|
| TDIP COMMITTEE / CIA RELATED SUBJECTS..... | 2 |
| VOLS SECRETS DE LA CIA: DES EURODEPUTES A WASHINGTON POUR DES EXPLICATIONS | 2 |
| LA CIA: HISTORIQUE, MISSION, EFFECTIFS (ENCADRE) | 2 |
| GEHEIMDIENST CIA SEIT DEM 11. SEPTEMBER IM KREUZFEUER DER KRITIK = | 3 |
| LE COMITE R NE TROUVE PAS TRACE DE VOLS DE LA CIA EN BELGIQUE | 4 |
| BEGELEIDINGSKOMMISSIE COMITÉ I: GEEN CIA-VLUCHTEN IN BELGIË | 4 |
| EURODIPUTADOS INVESTIGAN PAPEL DE EUROPA EN ACTIVIDADES DE CIA | 4 |
| RUMSFELD DEFENDS CHOICE OF HAYDEN FOR CIA | 5 |
| USA-RENSEIGNEMENT-DEFENSE-CIA - RUMSFELD DEMENT VOULOIR ETENDRE SON INFLUENCE SUR LE RENSEIGNEMENT | 6 |
| BUSH IN MOVE TO PLACATE OPPONENTS OF CIA NOMINEE..... | 6 |
| REPAIRING THE CIA BUSH SHOULD GIVE HAYDEN FULL AUTONOMY TO DO THE JOB..... | 8 |
| IMMIGRATION | 8 |
| AU-DELA DE L'INFORMATION, PAR FERDINANDO RICCARDI: GRACE AU PARLEMENT EUROPEEN, LA REFLEXION SUR LE FOOTBALL ABORDE ENFIN LES VRAIS PROBLEMES, DE LA FORMATION DES JEUNES A L'INTEGRATION DES IMMIGRES..... | 8 |
| (EU) UE/AFRIQUE: LA REUNION DE LA TROÏKA CONSOLIDE LE DIALOGUE EUROPE/AFRIQUE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE POUR L'AFRIQUE, POUR LE TRAITEMENT CONCERTÉ DES PROBLEMES MIGRATOIRES, POUR LE RESPECT DES DROITS HUMAINS | 10 |
| (EU) UE/IMMIGRATION/ASILE: EN JUILLET, 6ÈME EDITION DU COURS D'ÉTÉ DU RESEAU ACADEMIQUE SOUTENU PAR LE PROGRAMME <i>ODYSSEUS</i> - CERTIFICAT 2006/2007 | 11 |
| FUTURE OF EUROPE / EU CONSTITUTION..... | 11 |
| (EU) PE/PARLEMENTS NATIONAUX/AVENIR DE L'EUROPE: PARLEMENTAIRES EUROPEENS ET NATIONAUX DISCUTENT DE RESSOURCES PROPRES, ELARGISSEMENT, MONDIALISATION ET SECURITE INTERIEURE - ASSURANCES DU PRESIDENT BARROSO - M. SCHÜSSEL: LA CONSTITUTION NE SERA PAS SUR LA TABLE AVANT FIN 2007/DEBUT 2008 | 11 |
| (EU) UE/CONSTITUTION: LE PARLEMENT ESTONIEN RATIFIE LA CONSTITUTION..... | 21 |
| AUSTRIA GIVES PEEK INTO JUNE 'CONSTITUTION SUMMIT'..... | 22 |
| ESTONIA RATIFIES EU CONSTITUTION | 23 |
| JUSTICE | 24 |
| BRUSSELS IN HOT PURSUIT OF NEW LAW-AND-ORDER POWERS | 24 |
| (EU) UE/JAI: LE ROYAUME-UNI POURRAIT LEVER SON VETO SUR LA COOPERATION JUDICIAIRE ET POLICIERE..... | 25 |
| AMLAT-UE-SOMMET-DROGUE-PRESSE-DROITS-ONU - APPELS CONTRE LA DROGUE ET LA VIOLENCE AVANT LE SOMMET UE-AMERIQUE LATINE | 25 |

ALERTE GROUPE 3 - 17/05/2006 11:55

TDIP COMMITTEE / CIA RELATED SUBJECTS

Vols secrets de la CIA: des eurodéputés à Washington pour des explications

WASHINGTON, 9 mai 2006 (AFP) - Une délégation de parlementaires européens était à Washington mardi, à l'invitation des Etats-Unis, pour recevoir des explications sur les accusations de vols secrets de la CIA transportant des prisonniers via l'Europe vers des pays où se pratique la torture.

La délégation de 13 membres menée par l'eurodéputé socialiste portugais Carlos Coelho devait rencontrer des représentants de l'administration américaine, des membres du Congrès et divers experts, pendant sa visite qui doit durer jusqu'au 12 mai.

Le ministre américain de la Justice Alberto Gonzales avait annoncé cette visite, qui intervient après la publication, fin avril, des premiers éléments d'un rapport de la commission d'enquête du Parlement européen sur les activités de la CIA en Europe.

Selon Claudio Fava, rapporteur de la commission d'enquête spéciale, la CIA aurait effectué plus d'un millier de vols non déclarés au dessus du territoire européen depuis 2001, dont certains auraient transporté clandestinement des prisonniers, sans que les Etats européens ne demandent aucune information.

La CIA est accusée d'avoir convoyé par avion des prisonniers considérés comme des terroristes dans des pays où ils risquent la torture, tels que l'Egypte, la Jordanie, le Maroc ou la Syrie, en survolant ou faisant escale dans des aéroports européens.

La CIA est également accusée de gérer des centres de détention secrets, notamment en Europe de l'Est.

Des responsables américains ont démenti les allégations de transferts à grande échelle, appelant les Européens à "calmer le jeu".

Ils ont affirmé que la grande majorité des vols ne transportaient pas des terroristes présumés mais des experts en aéronautique, des membres de la CIA ou des preuves d'enquêtes criminelles.

jz/chv/jbe

La CIA: historique, mission, effectifs (ENCADRE)

WASHINGTON, 5 mai 2006 (AFP) - La Centrale de renseignement américaine (CIA), dont le patron Porter Goss vient de démissionner, a pour mission de défendre les Etats-Unis avec au moins 17.000 employés et un budget annuel estimé à 3,1 milliards de dollars.

Sur son site internet, la mythique agence ne confirme pas ces chiffres, expliquant qu'ils sont couverts par le secret défense.

Créée en 1947 et basée à Langley, dans la banlieue de Washington, la CIA s'est efforcée pendant son premier demi-siècle d'existence de contrer le communisme, au besoin en favorisant des coups d'Etat.

Depuis la fin de la guerre froide (1989), elle s'est reconvertie tous azimuts pour défendre les intérêts américains, notamment dans le domaine de l'espionnage économique, et n'hésite pas à recruter par petites annonces.

Sa mission est de réunir, corroborer et interpréter des renseignements pouvant affecter la sécurité nationale des Etats-Unis. Ses personnels sont recrutés dans tous les milieux: scientifique, informatique, militaire, diplomatique.

"Notre rôle est de dire aux responsables politiques ce que nous savons et ce que nous ne savons pas ainsi que ce que nous pensons et sur quoi nous appuyons nos analyses", avait un jour résumé l'un de ses patrons emblématiques, George Tenet.

Financement et fonctionnement de la CIA sont contrôlés par deux commissions du Renseignement au Sénat et à la Chambre des représentants. La Centrale comprend plusieurs divisions dont une dédiée aux Opérations et une autre à la Science et Technologie.

Depuis avril 2005, la CIA a été placée sous la houlette d'une Direction du renseignement national dirigée par John Negroponte.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, qu'elle n'a pas su prévenir, la CIA vit une douloureuse remise en question, plusieurs témoignages d'anciens agents évoquant une démoralisation de son personnel.

La guerre en Afghanistan, où elle a été très impliquée, a un peu redoré son blason. Mais la CIA a été replongée dans le doute par l'absence d'armes de destruction massive en Irak, alors que la présence supposée de telles armes était la justification de l'intervention en mars 2003, et par les polémiques avec le gouvernement sur les renseignements fournis.

Plus récemment, ses transferts secrets de prisonniers via des pays européens ont provoqué une vive polémique en Europe. La justice s'intéresse aussi à une possible affaire de corruption en son sein.

Les critiques reprochent à la Centrale un virage surtout technologique - ses agents disposent de matériels ultra-sophistiqués - au détriment de la première force d'un service d'espionnage: le renseignement humain, avec des espions présents sur le terrain, disposant d'informateurs et spécialistes de l'infiltration.

Geheimdienst CIA seit dem 11. September im Kreuzfeuer der Kritik =

Hamburg (dpa) - Mit spektakulären Aktionen ist der US-Geheimdienst CIA in seiner fast 60-jährigen Geschichte immer wieder weltweit in die Schlagzeilen geraten. Seit den Anschlägen vom 11. September 2001 steht die Central Intelligence Agency - der bekannteste der 16 Geheimdienste der USA - aber besonders im Kreuzfeuer der Kritik.

Der Vorwurf: Die CIA habe Informationen falsch eingeschätzt oder sogar ignoriert, mit deren Hilfe die Terrorattacken möglicherweise hätten verhindert werden können. Zudem wird der Dienst für Fehlinformationen über angebliche irakische Massenvernichtungswaffen im Vorfeld des Irak-Krieges vor drei Jahren verantwortlich gemacht. In jüngster Zeit muss er sich zudem vorhalten lassen, Terrorverdächtige kreuz und quer auch durch Europa geflogen und in Geheimgefängnissen verhört zu haben.

Seit Gründung des Auslandsgeheimdienstes am 18. September 1947 wechselten sich Erfolge mit Pannen und Skandalen ab. Im Interesse der "nationalen Sicherheit" stürzten CIA-Agenten Regierungen, forschten feindliche Länder aus und jagten Terroristen. Die Zahl der Mitarbeiter und das Budget sind seit Jahren Geheimsache. Hauptaufgabe der Behörde mit Sitz in Langley (Virginia) ist es, die Regierung mit Informationen zu versorgen.

Nach den Anschlägen vom 11. September warf eine Untersuchungskommission der CIA mangelnde Zusammenarbeit mit der Bundespolizei FBI und Vernachlässigung des eigenen Agentennetzes vor. Seit einer Geheimdienstreform im Jahr 2004 ist die CIA in die Zusammenarbeit aller US-Geheimdienste eingebunden. US-Präsident George W. Bush schuf den Posten eines nationalen Geheimdienstleiters, der die Arbeit aller Spionagebehörden koordiniert. Das hat die Rolle des CIA-Direktors geschwächt, was nach Angaben aus politischen und geheimdienstlichen Kreisen zum Rücktritt von Porter Goss am Freitag beitrug. dpa jf/ch xx sp

Le Comité R ne trouve pas trace de vols de la CIA en Belgique

» BRUXELLES 09/05 (BELGA) = Les services de renseignement n'ont pas pu constater le passage par la Belgique de vols de la CIA avec à leur bord des prisonniers présumés terroristes, selon le rapport de la Sûreté de l'Etat et des services de renseignement de l'armée examiné au Parlement. La Commission parlementaire de suivi du Comité R, l'organe qui contrôle les activités des services de renseignement, s'est réunie mardi. La Commission sénatoriale doit à présent prendre les conclusions politiques qui s'imposent après la lecture du rapport, a-t-on indiqué à bonne source./. FEM/OCH (CHN) ./.

092010 MAY 06

Begeleidingscommissie Comité I: geen CIA-vluchten in België

» BRUSSEL 09/05 (BELGA) = De inlichtingendiensten hebben niet kunnen vaststellen dat er in ons land CIA-vluchten zijn geweest met van terrorisme verdachte gevangenen aan boord. Dat blijkt uit het rapport van de staatsveiligheid en de militaire inlichtingendienst dat dinsdag werd besproken in de parlementaire begeleidingscommissie van het Comité I. Er heerst al een hele tijd onduidelijkheid over de vraag of er in België nu al dan niet CIA-vluchten zijn geweest. In het Europees parlement buigt een onderzoekscommissie zich over de vraag, in ons land doken al verschillende keren berichten op over vluchten die een tussenlanding zouden hebben gemaakt op Belgische (Vlaamse) bodem. Uit het rapport van de staatsveiligheid en de militaire inlichtingendienst zou nu blijken dat er geen CIA-vluchten zijn geweest of beter, dat men geen vluchten heeft kunnen vaststellen. Op een latere vergadering zal de begeleidingscommissie van het Comité I politieke conclusies trekken uit het rapport, luidt het./.FEM(GEL) ./.

091953 MAY 06

Eurodiputados investigan papel de Europa en actividades de CIA

Washington, 9 may (EFE).- Una delegación de eurodiputados inició hoy una visita de trabajo a Washington durante la que tratarán de aclarar la implicación de algunos países europeos en las supuestas actividades ilegales de la CIA en Europa.

Los 13 parlamentarios de la Unión Europea (UE) que integran esta delegación indagarán la presunta existencia de cárceles clandestinas de la Agencia Central de Inteligencia (CIA) y el supuesto uso de aeropuertos europeos para trasladar a detenidos a países en los que podían ser torturados.

El objetivo principal de su misión es averiguar si algunas naciones europeas estuvieron implicadas en esas actividades o no, según dijo hoy uno de los eurodiputados, el alemán Cem Oxdemir, antes de que el grupo se reuniese con dos abogados estadounidenses especializados en derechos humanos.

Durante su visita a Washington, los eurodiputados tienen previsto entrevistarse, entre otros, con el secretario de Estado adjunto para Asuntos Europeos, Daniel Fried; el ex director de la CIA James Woolsey; el presidente del Comité de Inteligencia de la Cámara de Representantes, Pete Hoekstra y los congresistas Robert Wexler y Ed Markey.

Otros de sus interlocutores serán abogados, periodistas y representantes de organizaciones no gubernamentales.

Con todos ellos tratarán de aclarar la información desvelada el pasado noviembre por el diario "The Washington Post", según la cual agentes de la CIA trasladaron prisioneros a través de aeropuertos europeos con rumbo a centros de detención clandestinos en Europa Oriental.

Poco después de que el escándalo saltase a la luz, el Parlamento Europeo (PE) decidió crear una comisión temporal encargada de investigar las supuestas actividades ilegales de la CIA en territorio europeo y la posible complicidad de algunos gobiernos europeos.

El viaje a EEUU de los miembros del PE se produce en un momento especial para la CIA y su futuro, ya que está en marcha el proceso de designación del que será su nuevo director, en sustitución de Porter Goss, quien renunció al cargo el pasado viernes.

El candidato elegido por Bush para hacerse con las riendas de ese organismo de espionaje es el general Mikel Hayden, quien deberá conseguir el apoyo del Senado para su nombramiento. EFE
pi/mv/tg

Rumsfeld Defends Choice of Hayden for CIA

WASHINGTON (AP) - Defense Secretary Donald H. Rumsfeld said Tuesday that in light of prewar intelligence failures in Iraq, U.S. officials must be extra careful in evaluating intelligence about Iran's nuclear program.

At a Pentagon news conference, Rumsfeld was asked how confident the American people should be in the reliability of the intelligence that is being produced on Iran and its nuclear intentions, given what happened with Iraq.

He responded by noting the failure on Iraq, whose alleged weapons of mass destruction were the chief public justification given by President Bush for invading in March 2003 to overthrow the regime of Saddam Hussein.

"It turns out it was wrong, that intelligence. Fair enough," he said. "It's a tough business. It's a difficult thing to be right all the time. And the information was not correct. Does that give one pause? You bet."

When publicly discussing the reliability of U.S. foreign intelligence, Rumsfeld often notes the risk of mistakes and gaps, particularly regarding information on countries like Iran and North Korea that the Bush administration considers rogue nations. But he had not previously indicated that the Iraq failures give him pause on Iran.

"You bet. And you're dealing with a closed society there, so clearly one has to be very careful," he said.

Iran says its nuclear program is meant exclusively for generating electricity, but the United States and some other Western countries believe it is a cover for developing nuclear weapons.

During a public appearance in Florida on Tuesday, President Bush said the United States was in the early stage of diplomacy to solve the Iran nuclear issue.

"And we will continue to work through diplomatic channels to make it clear that we mean what we say. And, obviously, part of making the diplomacy work is what will be the consequences if the Iranians decide maybe not to listen to the rational demands of the world," Bush said. He did not say what the consequences might be, but Bush has said many times that he could not rule out the use of military force against Iran.

At his Pentagon news conference, Rumsfeld also pressed Congress to pass an emergency spending measure that contains about \$65 billion for Pentagon war costs in Iraq and Afghanistan. He referred specifically to the House having cut about \$760 million that the Pentagon says it needs for training Iraqi and Afghan security forces.

"A slowdown in training and equipping the Iraqi security forces will have unacceptable, harmful effects of postponing the day when our men and women in uniform can return home with the honor and appreciation they deserve," he said.

Asked when the Pentagon would begin a substantial withdrawal of U.S. troops from Iraq, Rumsfeld said it was too early to say. That decision will have to await the completion of a full-term Iraqi government, followed by consultations between U.S. and Iraqi officials and then an evaluation by U.S. commanders, he said.

"And then if we have something to announce, we'll announce it," he added.

00:43

USA-renseignement-défense-CIA - Rumsfeld dément vouloir étendre son influence sur le renseignement

WASHINGTON, 9 mai 2006 (AFP) - Le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a démenti mardi vouloir étendre l'influence du Pentagone sur le secteur du renseignement, alors que la nomination d'un général à la tête de la CIA a suscité des critiques au Congrès.

"Non", a répondu lors d'une conférence de presse M. Rumsfeld à un journaliste qui lui demandait si le Pentagone cherchait à avoir un plus grand contrôle sur la collecte et l'analyse de renseignements.

Le président George W. Bush a nommé lundi le général Michael Hayden au poste de directeur de la CIA en remplacement de Porter Goss. Cette décision a suscité des critiques au sein même de la majorité républicaine qui s'est inquiétée de la nomination d'un militaire à la tête d'une institution civile.

Le secrétaire à la Défense a démenti toute lutte de pouvoir à Washington pour contrôler le secteur du renseignement américain. "Si vous lisez les articles de presse et les commentaires, ils parlent de complots qui sont théoriques et de batailles bureaucratiques qui sont théoriques, ils sont hors sujet", a-t-il affirmé.

Au cours des dernières années, Donald Rumsfeld a accru les activités du Pentagone dans le domaine du renseignement en consacrant des centaines de millions de dollars et des milliers de soldats à des opérations secrètes de collecte et d'analyse de renseignements, en parallèle au travail de la CIA.

Selon M. Rumsfeld, "rien ne stipule qu'il ne peut pas y avoir un militaire comme directeur ou directeur adjoint" de la CIA. Il a souligné que par le passé des militaires ont déjà dirigé la CIA.

Il a jugé que le général Hayden était un spécialiste du renseignement avant d'être un militaire et a salué sa nomination à la tête de la CIA, estimant qu'il était "un vrai professionnel".

"Le ministère de la Défense est certainement le plus gros utilisateur de renseignements", a souligné M. Rumsfeld. Le Pentagone contrôle 80% du budget annuel total (environ 40 milliards de dollars) des 16 agences civiles et militaires travaillant dans le secteur.

Selon le secrétaire à la Défense, le travail des services de renseignement américains a changé depuis la fin de la guerre froide et la lutte contre le terrorisme nécessite "une approche complètement différente".

Interrogé sur la fiabilité des renseignements actuels sur l'Irak et son programme nucléaire, étant donné les erreurs commises en Irak, M. Rumsfeld a reconnu que les renseignements en Irak étaient faux.

"Il est apparu que ces renseignements étaient faux", a-t-il dit. "C'est un travail difficile. Il est difficile d'avoir raison tout le temps. Et l'information n'était pas correcte", a-t-il ajouté.

jbe/aje ef.tmf

AFP 092242 GMT MAI 06

Bush in move to placate opponents of CIA nominee.

By DEMETRI SEVASTOPULO

9 May 2006

The White House yesterday tried to quell opposition to the nomination of Michael Hayden, an air force general, to head the Central Intelligence Agency by saying it wanted to appoint a highly regarded former senior CIA officer to take the number two position at the spy agency. President George W. Bush set the stage for a contentious battle with Congress yesterday by nominating Gen Hayden, the deputy director of national intelligence, to replace Porter Goss, who was fired on Friday because of White House concerns about his performance. In picking Gen Hayden, Mr Bush ignored the concerns of some senior Republican lawmakers who oppose appointing a military officer to run the civilian spy organisation. But John Negroponte, director of national intelligence, who oversees the 16 US intelligence agencies, yesterday tried to alleviate concerns about the growing influence of the Pentagon on intelligence operations, by saying Stephen Kappes, the former CIA deputy director of operations, was the "leading contender" to become deputy to Gen Hayden.

Appointing Mr Kappes would be a major rebuke to Mr Goss, who was fired for his weak yet abrasive leadership, which resulted in declining morale and an exodus of senior officers. His departure was hastened after the Foreign Intelligence Advisory Board, which advises the president, warned about serious problems at the agency. Mr Kappes was one of many senior officers to leave the agency because of disagreements with Mr Goss, a former head of the House intelligence committee. Former senior CIA officials say their colleagues resented the way they were treated by the political aides Mr Goss brought from Capitol Hill. Mr Kappes, who was widely credited with helping persuade Muammar Gadaffi, the Libyan leader, to give up his weapons of mass destruction, resigned after rejecting a demand by Patrick Murray, a senior aide to Mr Goss, that he dismiss his deputy Michael Sulick. "I believe that Mike's appointment . . . together if the appointment of Steve Kappes goes through . . . (will) be a boost for the morale out there," said Mr Negroponte. Defending his nomination, Mr Bush said Gen Hayden was "supremely qualified". In addition to running the National Security Agency, the ultra-secret surveillance and code-breaking organisation, for five years, the fourstar general also served as a defence attach in Poland during the cold war. "He has demonstrated an ability to adapt our intelligence services to the new challenges of the war on terror," said Mr Bush. "He's the right man to lead the CIA at this critical moment in our nation's history."

Peter Hoekstra, the Republican chairman of the House intelligence committee, said Gen Hayden was an "outstanding military officer" with a "proven history" in the intelligence community, but he reiterated his opposition to his appointment. "Our nation needs to maintain a balance between intelligence support to the military and long-term intelligence support to policymakers," said Mr Hoekstra. "By placing a military officer atop the CIA, we risk losing this balance, and we risk losing the critical, civilian intelligence analysis that policymakers need when making foreign policy decisions." While several former CIA directors have been military officers, there are concerns that the Pentagon is increasingly exerting influence over intelligence-gathering overseas.

Donald Rumsfeld, defence secretary, has successfully pushed to allow military special operations forces to play an increased role in gathering intelligence and training paramilitaries outside the US. Defenders of Gen Hayden argue that while he is an active military officer, he has stood up to Mr Rumsfeld in the past, including when he argued that the NSA should come under the control of Mr Negroponte's office, and not the Pentagon. Pat Roberts, the Republican chairman of the Senate intelligence committee, which must approve the nomination, gave only lukewarm support for Gen Hayden over the weekend, saying his panel would have some concerns about his military commission.

Repairing the CIA Bush should give Hayden full autonomy to do the job.

9 May 2006

Financial Times

Officers at the Central Intelligence Agency reportedly broke out in discreet high-fives last Friday when Porter Goss announced he was retiring as director. Under Mr Goss's brief tenure, morale at the CIA has fallen to the lowest levels since the 1970s, when congressional hearings exposed covert operations against regimes abroad and illegal operations at home. This time the CIA's problems are arguably even more deep-seated. The agency's analysis and activities were politicised under Mr Goss and his predecessor, sparking the biggest exodus of senior personnel in a generation. It will take more than a new director to fix this.

Even so, there is already controversy over George W. Bush's nomination yesterday of Michael Hayden, an air force general whose current job is first deputy to John Negroponte, the director of national intelligence. General Hayden is respected as a professional and a veteran of the intelligence community. But his previous job as head of the National Security Agency is likely to expose him to hostile questioning over the Bush administration's policy of eavesdropping on Americans without having obtained a warrant. Worryingly for Mr Bush, even Republican senators have indicated they will use General Hayden's confirmation hearings to try to break through the administration's consistent stone-walling to find out more about its extra-legal wiretapping.

Equally controversial is the fact that Mr Hayden is a military man sent to manage a resolutely civilian agency. This is hardly likely to reassure senior personnel already resentful of the military's duplication of CIA activities at Donald Rumsfeld's Pentagon. Finally there are doubts whether Mr Hayden will be sufficiently independent of the administration to begin the essential task of restoring the agency's autonomy following years of political "cherry-picking" of its analysis, most notably in making the case for the invasion of Iraq.

Mr Hayden could neutralise some of these concerns by discarding his uniform. But he will need to go much further to convince Congress that he would be capable of resisting the constant political pressures that have so tarnished the agency's integrity and reputation in the past five years.

As the leaked Downing Street memo put it, during the build-up to the Iraq war, the US administration fixed intelligence "around the policy", when it should have been the other way round. It will require genuine skill and resilience to rebuild the CIA's institutional strengths. It ought to be a priority for the US if it is to succeed in the struggle with global terrorism.

Meanwhile, there is little Mr Hayden could do to fix the broader problem of mission creep and overlap among intelligence agencies in Washington. This is a problem at least partly created by Mr Bush. Assuring Mr Hayden full autonomy would go some way to restoring the credibility of the CIA.

IMMIGRATION

[Au-delà de l'information, par Ferdinando Riccardi: Grâce au Parlement européen, la réflexion sur le football aborde enfin les vrais problèmes, de la formation des jeunes à l'intégration des immigrés](#)

On vient de loin. Le Parlement européen a décidé d'ouvrir le dossier du football. Enfin ! Il y a dix ans, au moment de l'arrêt Bosman, la plupart des parlementaires de l'époque n'avaient rien compris. Ils étaient subjugués par l'orientation de la Cour de justice et de la Commission européenne, qui n'avaient qu'un souci: affirmer le marché unique et la suppression des frontières sans tenir compte, dans le dossier du sport, des implications sociales et culturelles pour les jeunes, La priorité donnée à la création du grand marché sans frontières était compréhensible: c'est la base même de la construction européenne. Mais elle avait pris parfois des formes excessives, et je me rappelle de quelques positions exprimées au sein du Parlement qui frisaient le ridicule (par exemple, la définition « d'esclaves modernes » appliquée aux grands champions du football parce que les clubs pouvaient demander une indemnité en cas de transfert à un club concurrent).

En général, la Cour de justice avait progressivement compris que certaines exigences, notamment écologiques, pouvaient justifier l'une ou l'autre entorse aux principes sacro-saints du marché unique. Quelques arrêts en ce sens représentent des piliers de la jurisprudence européenne et ont permis d'assouplir la rigidité de certains services de la Commission. Le 26 janvier dernier, j'ai résumé l'évolution de la Cour (exemples à l'appui) dans la deuxième page de cette rubrique du bulletin N° 9117. Le Parlement a non seulement suivi cette orientation, il l'a parfois anticipée ou suscitée lui-même, par exemple dans le cas des services d'intérêt économique général, où l'ouverture des marchés est désormais subordonnée à des principes tels que le «service universel» et la licéité des financements publics nécessaires pour le garantir.

Dans cette évolution d'ensemble, le dossier du sport restait en retard. Il y avait certes d'autres urgences absolues, comme la protection de l'environnement ou l'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'eau et à l'électricité. Mais au moment où le désœuvrement des jeunes devient le problème numéro 1 de notre société, le rôle du sport commence à être compris. Je ne vais pas répéter ce que j'ai écrit au début de l'année (bulletin N° 9105) à l'occasion du dixième anniversaire de l'arrêt Bosman, lorsque j'ai évoqué l'effet destructeur de cet arrêt pour l'intégration des fils des immigrés, ainsi qu'en général pour la formation physique, civique et morale des jeunes. Je constate avec satisfaction que la nouvelle initiative du Parlement européen répond aux mêmes soucis et va dans la même direction.

La réflexion a bien commencé... *Le Parlement a décidé d'élaborer un «rapport d'initiative» en vue de prendre position d'ici la fin de l'année sur quelques grandes questions telles que: les règles communautaires sont-elles applicables telles quelles au football professionnel ? Le football propose-t-il un modèle d'intégration sociale ? L'arrêt Bosman a-t-il été bénéfique ou néfaste ? Les travaux préparatoires ont été confiés à quatre commissions. Celles-ci ont organisé la semaine dernière (voir notre bulletin d'hier) une audition de joueurs, dirigeants de clubs, représentants d'associations ou fédérations de ce secteur. En général, les responsables du monde du football ont réaffirmé que l'arrêt Bosman a eu des effets désastreux. Selon le représentant de l'UEFA (association du football européen), le concept de marché intérieur européen unifié est, dans le sport, une erreur. Quelques parlementaires se sont aussi exprimés. Ainsi, Ivo Belet, Belge du groupe PPE, s'est prononcé pour un statut européen du football dérogeant à la libre circulation des travailleurs, et le socialiste français Benoît Hamon a critiqué « l'approche purement juridique et économique » de la Commission et de la Cour de justice, en approuvant l'orientation de l'UEFA d'imposer des quotas obligatoires de joueurs formés dans le club qui les aligne. Et lisez, dans notre compte-rendu d'hier, ce qu'ont déclaré le footballeur d'origine africaine Salou Ibrahim et un dirigeant du club écossais Celtic Glasgow: c'est très instructif.*

... mais trois dangers subsistent. *Je vois toutefois trois dangers qui subsistent. Le premier réside dans le fait que les quatre commissions parlementaires impliquées ne sont pas d'accord sur les compétences respectives et sur la désignation du rapporteur principal: il serait inadmissible que de telles querelles retardent la prise de position du Parlement. Le deuxième danger est celui d'une soumission excessive à l'arrêt Bosman: « Il est là, il faut l'accepter », m'a déclaré l'un des rapporteurs in pectore. Je ne suis pas d'accord: le Parlement doit prendre une position politique affirmant ce qu'il pense, et ensuite on verra. Le troisième danger est la tentation de fixer des*

règles détaillées pour le fonctionnement du football. Le Parlement ne doit pas s'immiscer dans les détails ; il doit indiquer des principes en laissant l'application aux autorités responsables.

(F.R.)

(EU) UE/AFRIQUE: la réunion de la troïka consolide le dialogue Europe/Afrique pour la mise en œuvre de la stratégie pour l'Afrique, pour le traitement concerté des problèmes migratoires, pour le respect des droits humains

Bruxelles, 09/05/2006 (Agence Europe) - Le dialogue politique entre l'Union européenne et l'Afrique a franchi « un pas important » lors de la sixième rencontre ministérielle entre la Troïka européenne, représentée au niveau des ministres des Affaires étrangères, et l'Union africaine, le 8 mai à Vienne (EUROPE n° 9186). C'est en ces termes qu'Ursula Plassnik, ministre autrichienne des Affaires étrangères qui préside le Conseil de l'UE, a commenté cette rencontre entre « partenaires pour la paix, la démocratie et le développement ». Les discussions ministérielles UE/Afrique ont porté sur la mise en œuvre de la stratégie européenne pour l'Afrique, sur de nouveaux domaines de collaboration tels que le dialogue sur les droits de l'homme et l'immigration dans le contexte du développement, ainsi que sur l'actualité politique la plus chaude dans certains pays d'Afrique, en particulier au Soudan, en République démocratique du Congo et au Tchad.

Dans leur communiqué final, les deux parties saluent l'accord de paix sur le Darfour qui a couronné, vendredi dernier, les pourparlers d'Abuja, au Nigeria (voir EUROPE N° 9187). Elles estiment qu'il « ouvre la voie à une amélioration rapide de la situation humanitaire et sécuritaire sur le terrain, permettant la protection des populations civiles et un accès libre de l'aide humanitaire, et la restauration d'une paix et d'une réconciliation durables dans la région ». Encore faut-il que cet accord soit pleinement mis en œuvre. Aussi les ministres appellent-ils tous les mouvements rebelles à le signer « immédiatement et sans conditions ». Devant la presse, Lam Akol, ministre soudanais des Affaires étrangères cité par l'AFP, a précisé: « *La porte est ouverte jusqu'au 15 mai pour tout autre groupe n'ayant pas signé* ».

S'agissant de la République démocratique du Congo, les participants à la troïka de Vienne « prennent note des progrès importants accomplis pour organiser les élections » prévues le 30 juillet prochain, mais se disent préoccupés par la rébellion dans l'Est du pays.

Les deux parties sont par ailleurs résolues à passer à la phase opérationnelle de la stratégie européenne pour l'Afrique adoptée en décembre 2005. Pour Louis Michel, Commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire qui en est l'inspirateur, l'heure est à l'élaboration d'une « matrice de mise en œuvre » qui requiert des rendez-vous tous les six mois. « *Avec sa stratégie sur l'Afrique, l'UE avait l'intention de mieux structurer sa politique face à son continent voisin du sud. (...) Aujourd'hui, nous avons décidé conjointement, avec nos partenaires africains, d'un programme de travail commun avec des objectifs et des mesures concrets. Nous avons aussi donné le feu vert, pour aller encore plus loin et élaborer une stratégie commune à l'UE et à l'Afrique », souligne Ursula Plassnik.*

La discussion qu'ont eue les ministres sur l'Immigration « dans un contexte de développement » avait vocation à préparer la Conférence UE-Afrique qui se tiendra sur ce thème les 10 et 11 juillet à Rabat (Maroc). L'objectif de cette concertation est d'éviter que ne se renouvelle, à l'avenir, la tragédie réservée aux candidats africains à l'émigration décédés en 2005 dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla. Les partenaires européens et africains ont également souligné l'importance de la bonne gouvernance, des droits de l'Homme et de la « fin de l'impunité », grâce notamment à la collaboration de l'UA, invitée à coopérer étroitement avec la Cour pénale internationale.

« Au cours des dernières années, nous avons développé une collaboration toujours plus étroite, et à vue d'œil, plus large entre l'UE et l'Afrique. Aujourd'hui, nous sommes en outre convenus d'un dialogue régulier et institutionnalisé en matière de droits de l'Homme. Nous voulons poursuivre

en organisant cet automne encore un forum économique Afrique/Europe ainsi qu'une conférence commune sur l'immigration. Car le respect des droits de l'homme constitue la condition essentielle pour la démocratie et une économie prospère pour le développement. Les mouvements migratoires ont des conséquences pour les deux régions et ne peuvent être réglés qu'en commun », précise Ursula Plassnik.

(EU) UE/IMMIGRATION/ASILE: en juillet, 6ème édition du cours d'été du Réseau académique soutenu par le programme Odysseus - Certificat 2006/2007

Bruxelles, 09/05/2006 (Agence Europe) - Le Réseau académique d'études juridiques sur l'immigration et l'asile en Europe, coordonné par l'Institut d'Etudes Européennes de l'Université libre de Bruxelles (ULB) et fondé avec le soutien financier du programme Odysseus de la Commission européenne, organise du 3 au 14 juillet à Bruxelles la sixième édition du Cours d'été européen Droit et politique de l'immigration et de l'asile de l'Union européenne. Le Réseau est composé d'académiques d'instituts universitaires en France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni, Espagne, Portugal, Belgique, Pays-Bas, Autriche, Danemark, Suède, Finlande, Pologne, Hongrie, Slovaquie, Lituanie et Lettonie.

Le Réseau annonce que, après cinq ans d'expérience réussie de son cours d'été, il a décidé de créer un certificat sur le droit européen en matière d'immigration et asile. Pour l'année académique 2006-2007, le réseau prévoit donc, à l'intention d'un groupe d'une quarantaine de juristes, une série de cours en quatre modules de deux ou trois semaines: - de septembre à décembre 2006, un module introductif qui abordera notamment le droit international en matière d'immigration et de réfugiés, les droits de l'Homme et l'immigration et l'asile, la liberté de circulation des citoyens européens, les développements de la politique d'immigration et d'asile de l'UE; - de janvier à mars 2007, un module spécialisé sur l'immigration: contrôle des frontières extérieures et politique des visas, admission de ressortissants de pays tiers, leur statut et intégration et leur retour; - de mars à avril 2007, module spécialisé sur l'asile: définition de personnes qui peuvent être protégées, statut des personnes protégées, procédures pour accéder au statut de réfugié; - de mai à juillet 2007, module pour la rédaction d'un papier final (qui peut être écrit dans d'autres langues officielles de l'UE, alors que les cours et l'examen oral se déroulent en anglais). Les demandes d'inscriptions doivent parvenir avant le 1er juin prochain. (Contact: Université libre de Bruxelles- Institut d'Etudes Européennes. Réseau Odysseus. 39 avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles 1050. Tél.: 02 650 4996. Fax: 650 2511. Email: odysseus@ulb.ac.be Site: www.ulb.ac.be/assoc/odysseus).

FUTURE OF EUROPE / EU CONSTITUTION

(EU) PE/PARLEMENTS NATIONAUX/AVENIR DE L'EUROPE: parlementaires européens et nationaux discutent de ressources propres, élargissement, mondialisation et sécurité intérieure - Assurances du Président Barroso - M. Schüssel: la Constitution ne sera pas sur la table avant fin 2007/début 2008

*Bruxelles, 09/05/2006 (Agence Europe) - La réunion interparlementaire à laquelle ont participé les 8 et 9 mai à Bruxelles plus de 200 députés européens et nationaux des 25 Etats membres et des pays candidats Bulgarie, Roumanie, Croatie, Turquie, Ancienne République yougoslave de Macédoine s'est achevée mardi après-midi avec un premier résultat tangible qui doit permettre de renforcer le contrôle du respect de la subsidiarité par les parlements nationaux: le Président Barroso a annoncé que la Commission transmettra désormais toutes ses propositions législatives directement aux parlements des Etats membres, au même moment qu'au Parlement européen, comme prévu dans la Constitution européenne. « *C'est une question de transparence* » pour laquelle il ne faut pas attendre l'entrée en vigueur de la Constitution, a-t-il déclaré lors du débat final en présence du Président du Conseil européen, Wolfgang Schüssel, et du président du PE, Josep Borrell. En outre, la Commission veut développer ses contacts directs avec tous les*

parlements nationaux, y compris au niveau du président Barroso, qui s'est dit prêt à aller parler devant eux, « *s'ils le souhaitent* », d'ici la fin de son mandat (il s'est déjà exprimé à l'Assemblée nationale française et au Parlement de Slovénie, et envisage de se rendre en Autriche et au Danemark « *dans les prochaines semaines* »).

Le Chancelier Schüssel a utilisé son intervention pour préciser ses intentions en ce qui concerne la fameuse « chorégraphie » que le Conseil européen des 15 et 16 juin doit adopter pour la poursuite du processus constitutionnel et le débat sur l'avenir de l'Europe en général. Concrètement, la Présidence autrichienne vise à définir « sept ou huit projets concrets, dotés chacun de calendriers précis » pour répondre directement aux attentes des citoyens européens, à savoir : - élargissement. M. Schüssel souhaite avant tout définir, en termes concrets et vérifiables, le concept de la « capacité d'absorption » de l'UE: cette capacité « *doit être garantie, car ce ne peut pas être dans notre intérêt de créer une autre OSCE* ». A titre personnel, M. Schüssel estime que ce concept de la capacité d'absorption doit inclure aussi la garantie que toutes les questions de financement de l'élargissement sont réglées avant l'entrée du ou des pays adhérents (« *c'était une grande erreur de ne pas avoir fait cela lors de l'élargissement de 2004* », a admis M. Schüssel), que le pays adhérent a préalablement résolu tous ses problèmes (frontaliers, etc..) avec ses pays voisins et que sa stabilité et son unité étatique sont garanties ; - meilleure gestion civile des crises, avec davantage de visibilité de l'Europe, par exemple en cas de catastrophes naturelles, de marées noires, d'attaques terroristes ou de tremblements de terre. Pour M. Schüssel, le rapport que Michel Barnier a présenté mardi (voir autre nouvelle) est une bonne base ; - simplification et amélioration de la législation européenne. Ces projets doivent être lancés tout de suite, alors qu'il est « prématuré » de dire quand le processus constitutionnel pourra être relancé, a dit M. Schüssel. 2007 sera une « *importante année de préparation* », mais la Constitution ne pourra sans doute pas être remise sur table avant « la fin 2007, début 2008 ». Le Conseil européen de juin devrait en tout cas éviter de fixer une nouvelle échéance précise, comme par exemple juin 2007, car ce serait illusoire de croire que, trois semaines après les élections françaises, tout pourra à nouveau être mis sur les rails, a averti M. Schüssel. En attendant, le processus de ratification de la Constitution doit se poursuivre, car si l'on prend la démocratie au sérieux, il ne faut pas seulement tenir compte des deux « non » en France et aux Pays-Bas, mais aussi des 15 ratifications positives, a estimé M. Schüssel. En matière budgétaire, M. Schüssel a aussi plaidé avec insistance pour un nouveau système de ressources propres pour l'UE: « Un meilleur système de ressources propres de l'UE sera nécessaire en 2014. Il y a des dizaines d'options pour y arriver. Nous attendons les propositions de la Commission », lors de la révision des perspectives financières prévue en 2008-2009, a-t-il précisé (voir plus loin).

M. Borrell souhaite passer à « une période de propositions »

« *Ce serait un grand succès si notre conférence interparlementaire pouvait marquer une nouvelle étape: une période de propositions. Car je crains que cette « période de réflexion » ne s'éternise* », avait déclaré à l'ouverture des travaux le Président Borrell. Ces murs « *résonnent encore des débats de la Convention* », a noté Josep Borrell, qui a dit reconnaître « *quelques visages familiers de conventionnels avec qui nous avons travaillé main dans la main, durant seize mois* ». « *A l'époque, j'étais député national. Aujourd'hui, je suis député européen. Cette double perspective me permet de vous affirmer avec conviction à quel point nos actions se complètent et combien notre dialogue peuvent être fertiles* », a ajouté le socialiste espagnol, tout en admettant: lorsque nous avons achevé les travaux de la Convention, « *nous n'imaginions pas que notre projet rencontrerait de telles difficultés. Ou du moins d'où celles-ci allaient provenir* » (allusion évidente à la France et aux Pays-Bas). Aujourd'hui, il ne serait plus possible qu'une « *petite minorité éclairée* continue à faire l'Europe. C'est bien pour cela que la méthode de la Convention, où nous parlementaires étions majoritaires, a succédé à celle des conclaves diplomatiques (...). Mais était-ce suffisant pour emporter l'adhésion populaire ? Manifestement non. Il nous faut donc remettre notre ouvrage sur le métier et répartir de l'avant », a poursuivi M. Borrell. Et il a rappelé que dans sa résolution de janvier dernier, le PE avait réaffirmé que le Traité de Nice « n'offre pas une base

viable pour la poursuite du processus d'intégration », et aussi qu'un « *nouvel élargissement (...)* sera impossible, après l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, sur la base du *Traité de Nice* » (voir EUROPE N° 9133 et EUROPE/Documents N° 2431). M. Borrell a regretté: le Parlement européen a appuyé le Traité constitutionnel à forte majorité, mais « *nous avons échoué à en faire comprendre le bien-fondé. Aujourd'hui, l'Union s'oriente surtout vers des politiques sectorielles. Comme si, faute de projet d'ensemble, nous nous contentions de « l'Europe des projets ». Mais n'oublions pas que pour élaborer et appliquer de bonnes politiques, nous avons besoin de bonnes institutions* ». M. Borrell a donc souhaité que « *nous aussi aujourd'hui, comme Spaak hier* » (lorsqu'il décrivait « *la difficile élaboration du Traité de Rome* »), « *puissions dans nos convictions l'imagination nécessaire* » pour relancer le projet européen.

M. Khol incite à la patience et à l'optimisme

Le président du *Nationalrat* autrichien, Andreas Khol, admet qu'en raison des « non » français et néerlandais à la Constitution, le projet européen est entré dans une phase difficile, mais, selon lui, « *on ne devrait pas parler de crise (...). Nous devons être optimistes (...). La Constitution européenne a besoin de temps et nous avons besoin de patience* ». Cela ne veut cependant pas dire qu'on peut croiser les bras, a poursuivi M. Khol, pour qui « *beaucoup de choses peuvent être faites avant que nous ayons une Constitution européenne* », en puisant au maximum dans les possibilités offertes par les Traités existants pour avancer dans les différentes politiques considérés par tous comme très importantes pour regagner la confiance des citoyens, comme la politique étrangère et de sécurité commune ou la politique en matière de liberté/sécurité/justice. « *La Constitution viendra, mais pour l'instant, notre devise doit être: reculer pour mieux sauter* ». En attendant, et sans vouloir faire du « cherry-picking » dans le projet de Constitution, on pourrait déjà mieux impliquer les parlements nationaux dans le processus décisionnel de l'UE, par exemple en prévoyant que la Commission européenne soit tenue d'informer les assemblées parlementaires nationales de toute nouvelle proposition législative en même temps que le Parlement européen. L'initiative « Mieux légiférer » peut, elle aussi, être mise en œuvre sans attendre l'entrée en vigueur de la Constitution, a estimé M. Khol. En outre, les Etats membres doivent arrêter de faire de l'Europe le bouc émissaire de tout ce qui ne marche pas et de « vendre » les avancées européennes comme des succès nationaux. « *Ce n'est pas comme ça que ça fonctionne* », a-t-il martelé. Le président de la chambre autrichienne a par ailleurs appuyé les critiques que le chancelier autrichien et président du Conseil européen, Wolfgang Schüssel, a exprimé à l'égard de la Cour de justice européenne et de sa « *tendance à étendre progressivement ses pouvoirs* » en voulant jouer un rôle trop prononcé de « *moteur de l'intégration européenne* ». Dans ses arrêts, la Cour devrait prendre davantage en compte les « *sensibilités* » des Européens pour qui « *beaucoup de choses vont trop vite dans l'intégration européenne* ».

La présidente du *Bundesrat* autrichien, Sissy Roth-Halvax, a insisté sur le rôle de « *catalyseur* » que le Parlement européen et les parlements nationaux des Etats membres doivent jouer pour relancer le projet européen et regagner la confiance des citoyens. La présidente de la deuxième chambre du Parlement autrichien a aussi plaidé pour une « *régionalisation* » de la politique européenne afin de la rapprocher davantage des citoyens, et pour une « *application stricte de la subsidiarité* ». Les parlements nationaux ont un rôle très important à jouer dans le contrôle du respect de la subsidiarité, a-t-elle rappelé.

Consensus sur la nécessité d'intensifier la coopération interparlementaire pour faire sortir l'Europe de la crise - La Finlande organisera une conférence de suivi en décembre 2006

Au cours du débat général qui a suivi mardi matin, la plupart des orateurs ont souligné l'importance d'avoir un dialogue régulier et approfondi entre députés nationaux et européens. « *Nous ne sommes pas des ennemis, mais des partenaires* », a lancé Martin Schulz, chef du groupe socialiste au Parlement européen, rappelant que la Constitution prévoit de renforcer cette coopération. Face aux problèmes posés par la Constitution, « *il est important que nous soyons ici ensemble (...). Ceux qui disent que la Constitution est morte ont un seul objectif: élargir l'UE sans l'approfondir* », a-t-il estimé. Au contraire, nous devons renforcer les institutions, les rendre plus

efficaces et plus transparents afin que les citoyens voient la valeur ajoutée de l'Europe, a souligné le social-démocrate allemand. Il est indispensable que les deux sources de légitimité démocratique de l'UE, les parlements nationaux et le Parlement européen, soient, ensemble, à l'écoute des citoyens dans ce moment délicat de l'intégration européenne, a insisté la socialiste française Pervenche Berès, présidente de la commission économique et monétaire du Parlement européen. Johannes Voggenhuber, vert autrichien, membre du PE (et rapporteur du Parlement européen sur la période de réflexion, avec le libéral démocrate britannique Andrew Duff), a lui aussi estimé que *« seul le dialogue entre les Parlements peut sortir l'Europe de la crise »*. Paavo Lipponen, président du parlement finlandais (le pays qui exercera la présidence de l'UE au second semestre de cette année), a d'ailleurs annoncé mardi son intention d'organiser une autre conférence entre parlementaires nationaux et européens (similaire à ce premier forum interparlementaire de Bruxelles) les 4 et 5 décembre prochains, dans les locaux du PE à Bruxelles. *« Nous avons besoin d'une plus grande implication des parlementaires nationaux et européens. Nous devons mieux nous connaître. Le format de la réunion interparlementaire est un bon format qui fonctionne »*, a estimé l'ancien Premier ministre finlandais.

Le président de la commission des affaires constitutionnelles du PE, le social-démocrate allemand Jo Leinen, le député autrichien Caspar Einem et d'autres se sont félicités de l'annonce faite par M.Lipponen, car, comme l'a souligné M. Einem, *« nous aurons besoin d'autres réunions si nous voulons parvenir à des propositions concrètes communes »*. Selon le président du parlement danois (Folketing), Christian Mejdahl, *« on a beaucoup parlé de coopération parlements nationaux et européen. Maintenant, il est temps d'agir »*. Et il ajoute: il est important de veiller à ce que le Conseil européen de juin, dans le cadre du débat sur l'avenir de l'Europe, ne prenne pas, *« en otage »* cette coopération interparlementaire qui est tellement nécessaire pour faire avancer l'Europe et regagner la confiance des citoyens. Pour Graham Watson, président du groupe ALDE au Parlement européen, le moment est venu pour les parlementaires nationaux et européens de reprendre l'initiative. La réunion d'aujourd'hui est, selon lui, une *« première grande étape vers un débat au niveau européen »*. Jo Leinen a aussi annoncé aux participants à la conférence la ratification du Traité constitutionnel par l'Estonie (voir autre nouvelle), fortement applaudi. Ceci prouve que la Constitution n'est pas morte et que le processus de ratification se poursuit, a dit M. Leinen qui a exprimé l'espoir que la Finlande s'ajoutera au cours des prochains mois à la liste des pays qui ont ratifié le texte, en devenant le 16ème à l'avoir fait. Je me félicite comme vous de cette ratification, a déclaré l'eurodéputée française Marielle De Sarnez (ALDE) ; mais il faut être réalistes et constater que *« cette ratification n'est que symbolique, car il faudra travailler sur un nouveau texte, pourquoi pas avec un protocole social »* qui pourrait être approuvé lors d'un référendum dans tous les Etats membres en 2009, le jour des élections européennes ? a-t-elle ajouté. Ryszard Legutko, vice-président du Sénat polonais, a demandé que l'on prenne au sérieux les « non » français et néerlandais à la Constitution. *« On a tendance à dire que les opposants (à la Constitution) étaient mal informés. C'est quand même une attitude bizarre. Nous ne réduirons pas le déficit démocratique et nous n'augmenterons pas la confiance des citoyens dans l'UE si nous ignorons leurs objections »*, a expliqué M. Legutko.

Pour le vice-président du Sénat tchèque, Jiri Liska, ce serait une *« erreur »* de vouloir relancer la Constitution européenne dès maintenant ou dans un avenir proche. En attendant, il faudra poursuivre l'élargissement, ne pas reporter l'adhésion de la Bulgare et de la Roumanie et progresser dans le rapprochement des pays des Balkans occidentaux. Il faudra aussi se concentrer sur la croissance économique de l'UE et *« éliminer les nationalismes économiques que l'on constate actuellement »*, et la libre circulation des travailleurs (des nouveaux pays membres) devrait être garantie tout de suite car, a souligné M. Liska, *« la menace pour l'UE ne vient pas de la concurrence des pays de l'Est, mais des Asiatiques »*. Il a aussi plaidé pour une extension rapide de la zone Schengen, car *« beaucoup de Tchèques se sentent discriminés »* par rapport aux autres citoyens de l'UE. Hans-Gert Pöttering, président du groupe PPE-DE au Parlement européen, a rappelé, en ce 9 mai, anniversaire de la Déclaration Schuman, les racines du projet d'intégration

européenne, ce « *projet de paix* », et a rejeté avec force toute idée de renationalisation des politiques communautaires. Il faut plus d'Europe et plus de solidarité entre Etats membres, a insisté l'élu européen de la CDU, qui a lancé à l'adresse de la Pologne: les Polonais ont raison lorsqu'ils demandent de la solidarité de l'UE pour assurer leur approvisionnement énergétique (face à la Russie), « *mais il faut aussi dire à nos amis polonais, dont l'engagement européen n'est pas toujours parfait, que la solidarité n'est pas une voie à sens unique* » et qu'il « *faut de la solidarité des deux côtés* ». Si l'UE veut influencer la politique américaine ou jouer un rôle de contrepoids, il faut renforcer les instruments de la PESC, « *or, souvent ce sont les personnes plus critiques à l'égard des Etats-Unis qui s'opposent à l'extension des compétences de l'UE* », a regretté M. Pöttering.

Le président de la l'Assemblée nationale du Portugal, Jaime José Matos da Gama, a insisté sur les domaines dans lesquels l'UE doit agir et utiliser le potentiel des Traités existants pour aboutir à des « *résultats concrets* » pour sortir de l'impasse actuelle, et a cité: énergie, politique d'immigration, justice/liberté/sécurité, contrôle des frontières. « *Ne cherchons pas des échappatoires judiciaires pour ne rien faire* » sous prétexte du blocage de la Constitution, a-t-il averti. « *Il faut aussi pouvoir agir dans les grandes crises internationales, où l'Europe ne peut pas être absente* ». Pour Monica Frassoni, co-présidente du groupe des Verts/ALE au PE, « *l'Europe intergouvernementale ne fonctionne pas* », et ce n'est donc pas la bonne voie à suivre si l'UE veut exister comme sujet politique et économique. Au contraire, il faut passer par un renforcement des institutions européennes et reprenre le texte constitutionnel pour voir ce qu'on peut garder et éliminer, pour présenter ensuite aux citoyens un projet clair et précis, estime la verte italienne. Sotiris Hatzigakis, vice-président du Parlement grec, a mis en garde devant une Union européenne qui se réduirait à être une simple zone de libre-échange. Il faut avancer dans la PESC et dans la création d'une espace commun de liberté, sécurité et de justice, a-t-il exhorté. Tout cela, selon lui, ne doit pas remettre en cause la politique d'élargissement, car l'UE doit respecter les engagements déjà pris à l'égard des Balkans ou la Turquie. Le Français Francis Wurtz, président du groupe de Gauche européenne unie/Gauche verte nordique (GUE/NGL), a souligné, pour sa part, l'importance que l'UE serve de contrepoids aux effets de la mondialisation. « *Les citoyens attendent que l'UE apporte de la sécurité et de la solidarité. Or, leur sentiment aujourd'hui est que l'UE n'est pas une solution, mais une partie du problème !* » en raison de sa politique fondée sur la « *concurrence tous azimuts* », a déploré M. Wurtz.

MM. Borrell et Khol saluent cette première rencontre interparlementaire, et le fait que le groupe sur les futures ressources financières veuille se constituer en groupe permanent

Au cours d'une conférence de presse, mardi, MM. Borrell et Khol ont été notamment interrogés sur le fait que cette rencontre interparlementaire ne s'était pas achevée par l'adoption d'une résolution commune. Nos règles internes ne le prévoient pas, a indiqué le président du parlement autrichien, qui a rappelé qu'il avait écrit au Président Borrell, avec ses homologues des parlements allemand et finlandais, pour le lui expliquer. Cette rencontre n'est donc qu'une sorte de « *thérapie ?* », a ironisé un journaliste. Je sais que c'est le 150ème anniversaire de la naissance de Freud, mais notre réunion a été quelque chose de plus, à savoir l'occasion de préparer, dans un « *forum unique* », les décisions qui devront être prises plus tard, a répliqué M. Khol. Ces discussions qui ne mènent à aucune conclusion ne sont-elles pas « *une farce ?* ». A cette question, M. Borrell a répondu: « *rien n'autorise à appeler farce un processus qui vise à impliquer les parlements et, par là, les citoyens: c'est la démocratie* ». M. Borrell a ajouté: « *On verra si le Conseil européen de juin décide de prolonger la période de réflexion (...). A mon avis, ce ne serait pas raisonnable de décider simplement de continuer, sans plus. Je suis convaincu que la Présidence autrichienne voudra donner des indications (...). Il faudra une période pendant laquelle on pourra décanter les propositions. Mais je ne pense pas que le Sommet dira ce qu'il faut faire dans les pays qui ont dit « non » à la Constitution* ».

Avec des initiatives comme cette réunion, « *nous sommes en train de bâtir une démocratie supranationale et à plusieurs niveaux* », a estimé Josep Borrell. Nous assistons à une sorte de «

formation d'une opinion européenne », a convenu Andreas Khol, qui a commenté: mes parents n'auraient jamais pu imaginer une rencontre comme celle-ci... Quel message les parlements nationaux ont-ils lancé au Parlement européen ? Il ne s'agissait pas d'une réunion avec le Parlement européen d'un côté et les parlements nationaux de l'autre, nous avons travaillé tous ensemble, s'est exclamé Josep Borrell. Le message général, c'était qu'une majorité des gens présents est favorable à l'idée de « continuer à chercher un bon traité constitutionnel », a noté Andreas Khol, tout en exhortant à la patience, comme le veut le dicton italien « *Chi va piano va sano e va lontano* », a-t-il dit.

M. Borrell était particulièrement satisfait de constater que le groupe sur les futures ressources de l'UE avait décidé de « se constituer en groupe permanent ». Hier à Bruxelles, c'était la première fois que des parlementaires européens et nationaux ont constaté ensemble que le système actuel ne sera pas viable à l'avenir et qu'ils ont exploré la possibilité d'une ressource fiscale européenne, ce qui était jusqu'ici « *un tabou* », a-t-il ajouté (voir autres nouvelles sur les quatre groupes de travail qui se sont réunis lundi après-midi).

Les parlementaires européens et nationaux majoritairement favorables au renforcement de l'espace de Liberté, de Sécurité et de Justice

« *Les sondages réalisés pour l'Eurobaromètre révèlent les craintes des gens et leurs attentes vis-à-vis de l'Europe* » dans le domaine de la Justice et des Affaires intérieures, a déclaré Jo Leinen (PSE, allemand), président de la commission des affaires constitutionnelles du PE dans son exposé introductif au groupe de travail consacré à l'espace de liberté, sécurité et justice. « *Nous avons la mission de restaurer la confiance des citoyens en l'Europe* », a dit pour sa part M. Grosse-Brömer (démocrate-chrétien), président de la sous-commission « *législation européenne* » au Bundestag. Le sujet qui a animé le plus les parlementaires était le devenir de cet espace au travers du contenu des Traités et, surtout, de l'évolution du mode de décision. Les autres points abordés ont pratiquement couvert l'ensemble du programme de La Haye adopté en 2004 et qui sera révisé à l'automne prochain.

Vivre avec les Traités actuels. « *Le Traité constitutionnel répondrait à beaucoup de manques* », étant donné « *la lenteur* » entraînée par l'existence de plusieurs piliers, estime Johannes Koskinen, ancien ministre finlandais de la Justice et membre du parti social-démocrate, rapporteur du Forum sur ce dossier. Dans ce contexte, les députés ont salué la proposition de la Commission de faire de la coopération policière et judiciaire en matière pénale une compétence communautaire grâce à la clause passerelle de l'article 42 du Traité de Nice (EUROPE N°9187). « *C'est formidable* », s'est exclamée la socialiste française Martine Roure pour qui le fait que le Parlement européen puisse se prononcer en codécision « *va changer la donne* » sur beaucoup de textes importants, comme la proposition de décision-cadre sur la protection des données régie actuellement par le troisième pilier (EUROPE N° 9041). « *Le passage au premier pilier nous permettra de travailler plus vite, plus efficacement et surtout dans la transparence* », a-t-elle ajouté, soulignant la nécessité de mettre un terme à la culture du « *secret* » qui prédomine dans la coopération intergouvernementale. Le sénateur socialiste français Robert Badinter soutient quant à lui que « *la règle de l'unanimité est mortelle, puisque c'est la règle du moins disant qui triomphe* ». M. Leinen se montre plus mesuré: « *J'accepte chaque progrès pouvant s'opérer grâce au Traité de Nice* », a-t-il indiqué, qualifiant toutefois la proposition du Président Barroso d'« *antagoniste* », dans la mesure où elle « *ne remplacera pas le grand projet constitutionnel* ».

Harmonisation des procédures pénales. Face à l'« *hétérogénéité* » de la justice pénale dans l'UE, M. Badinter juge nécessaire d'« *harmoniser les systèmes procéduraux* » - comme le préconise l'arrêt de la Cour de justice de 2003 dans l'affaire Brügge (EUROPE N°8398) - et notamment les garanties de droit des justiciables, afin qu'une véritable « *confiance* » puisse naître entre les citoyens et les institutions européennes. Il demande également qu'une école de magistrats soit créée, une étape essentielle vers la « *création d'un véritable système judiciaire commun* ». De la même manière, Maria da Assunção Esteves (PPE-DE, portugaise) s'est prononcée en faveur d'une politique pénale européenne « *allant au-delà* » de la simple reconnaissance commune. « *Je pense*

qu'un droit pénal européen n'obtiendra pas de majorité tant que le Traité constitutionnel ne sera pas ratifié », estime pour sa part l'Autrichien Roderich Regler. Le travailliste John Denham, de la Chambre des Communes, estime quant à lui que « la meilleure façon de progresser dans ce domaine est de prendre des mesures concrètes immédiates », sans forcément passer par la lente définition d'un cadre juridique commun. Face à ce pessimisme latent, M. Badinter rappelle que « harmonisation ne veut en aucun cas dire uniformisation » et que « si on n'arrive pas à l'harmonisation, pourquoi ne pas envisager une coopération renforcée à huit, voire à dix pays ? ». M. Koskinen, dans ses conclusions, a reconnu que les vues divergent toujours sur le point de savoir jusqu'à quel point l'UE doit aller dans l'harmonisation des procédures.

Equilibre sécurité/liberté. « Je pense que si l'on n'arrive pas à équilibrer les droits fondamentaux et la lutte contre la criminalité organisée, nous aurons raté notre objectif de créer un sentiment de confiance », a déclaré la Suédoise Charlotte Cederschiöld (PPE/DE), pour qui « la Charte des droits fondamentaux devrait par conséquent devenir contraignante ». Stavros Lambrinidis (PSE, grec) s'est insurgé contre ceux qui affirment que, « face à la criminalité organisée, il faut mettre entre parenthèses les libertés fondamentales ». Pour Mme Esteves, il est donc « urgent de confier un plus grand rôle au Parlement européen sans pour autant retirer des compétences aux parlements nationaux ».

Immigration. A la question de savoir si l'UE doit se doter d'une politique commune en matière d'immigration, les idées des parlementaires nationaux et européens divergent. Pour Michalis Chysohoidis, député socialiste au Parlement grec, « le temps est venu d'instaurer une politique d'immigration commune ». Selon Ryszard Legutko, vice-président du Sénat polonais, une politique commune d'immigration est l'objectif final, mais il ne peut être atteint aujourd'hui. Estimant que la politique en matière d'immigration doit rester sous le contrôle des Etats membres, Lord Marlesford (conservateur) a affirmé: « Une politique commune n'est pas souhaitable ». Et M. Leinen de répondre: « A partir du moment où on est membre de l'espace Schengen, la situation se présente différemment, car en être membre implique de développer une politique de migration commune, comme inscrit dans les Traités ».

Les parlementaires veulent réformer le système des ressources propres de l'UE, mais sont divisés sur les changements à apporter

Le rapporteur désigné du groupe de travail sur les ressources financières de l'UE pour l'avenir, le Britannique Lord Grenfell, président de la commission pour l'UE à la Chambre des Lords, a rappelé que l'accord du Conseil européen de décembre 2005 prévoit, en 2008-2009, d'entamer un travail de révision complète du budget, y compris les dépenses de la Politique agricole commune (PAC) et le mécanisme de réduction de la contribution du Royaume-Uni au budget de l'UE (chèque britannique). Il a estimé que le système actuel des ressources propres était « trop complexe », qu'il manquait de logique et qu'il faudra discuter de la possibilité d'introduire un nouveau système de financement. Le sénateur français Denis Badré (UDF) a stigmatisé le « débat détestable qui défait l'Europe », le débat sur les « retours nets » (différence entre ce qu'un pays verse au budget de l'UE et ce qu'il en reçoit) et a demandé que l'UE « retrouve le sens des intérêts communs ». Il s'est prononcé en faveur de la création d'un impôt européen, à condition qu'il soit affecté au financement d'une compétence spécifique de l'UE (que les Etats membres lui auraient préalablement transférée à l'Union). Ilias Kallioras, du parlement grec, a estimé lui aussi que le système actuel était « dépassé » et plaidé pour un système fondé sur un impôt et appliqué selon un régime fiscal supranational, afin de s'assurer que l'argent communautaire est utilisé de manière transparente et géré correctement. Alain Lamassoure (PPE-DE, français) a critiqué l'évolution du système, une évolution « contraire à l'esprit européen et dont on a mis du temps à prendre conscience, parce que cela a été une dérive progressive ». 90% des recettes du budget européen ne sont plus des ressources propres, mais des cotisations payées par les budgets nationaux, dit-il. Ce système « pousse chacun à défendre son égoïsme budgétaire national », a lancé M. Lamassoure, en déclarant que le PE « voudrait faire des propositions de réforme », en associant les parlements nationaux. « Nous avons besoin de créer de nouvelles ressources propres », mais

ceci n'exige pas forcément la création d'un impôt européen, et est possible sans augmenter la pression fiscale et sans remettre en cause le principe de souveraineté fiscale des Etats membres. Les divergences portent sur le choix des impôts nationaux existants qui pourraient compléter les droits de douane et être directement affectés au budget européen: impôts directs (par exemple sur les bénéficiaires des sociétés), indirects (taxe à la valeur ajoutée) ou impôts spécialisés ou temporaires (comme sur les profits des entreprises pétrolières). M. Lamassoure a donné des précisions sur le calendrier du PE: l'objectif est d'arriver à un accord politique sur le diagnostic et quelques grandes orientations pour le rendez-vous prévu en 2008-2009, pour pouvoir corriger dès 2009 les plus graves imperfections du système actuel et appliquer, à partir de 2014, après un nouveau traité et sa ratification, un système de ressources propres complémentaire « dont nous avons besoin ». Christian Philip, député UMP à l'Assemblée nationale française, a jugé qu'on ne pouvait pas conserver le système actuel, mais n'est pas pour un impôt supplémentaire car il estime que dans le contexte actuel un impôt européen ne servirait pas l'idée européenne. Il faudrait, selon lui, affecter au budget européen un impôt existant qui soit lisible pour le concitoyen et dont les prévisibilités de ressources soient croissantes. Pour faire avancer les politiques communautaires, il faudrait d'abord s'interroger sur le montant maximum des dépenses et des ressources propres (1,24% du revenu national brut de l'UE) avant d'envisager d'autres ressources, a estimé Salvador Garriga-Polledo (PPE-DE, espagnol), tout en souscrivant aux arguments développés par M. Lamassoure. Selon lui, l'UE pourrait, par exemple, contracter un emprunt pour financer des politiques comme la recherche et l'éducation. Esko Seppänen (GUE/NGL, finlandais) est pour un impôt européen, afin d'assurer une véritable autonomie des ressources propres, et pour la suppression des avantages octroyés au Royaume-Uni et aux autres contributeurs nets (Autriche, Pays-Bas et Suède). Pour le Danois Svend Auken, membre du Folketing, il faudrait avoir un système simple, inspiré de ce qui existe déjà, et acceptable aux yeux du citoyen, et tous les citoyens comprendraient parfaitement qu'on prélève des taxes sur les profits engrangés par les compagnies pétrolières. Selon lui, cette mesure serait très difficile à appliquer au niveau national, mais envisageable au niveau européen. Helga Trüpel (Verte allemande) s'est prononcée contre un nouvel impôt européen mais pour une taxe énergétique. Herbert Bösch (PSE autrichien) a appelé le PE à faire preuve d'une grande créativité pour modifier le système des ressources propres. Le sénateur espagnol (ancien parlementaire du PE), Carles Gasoliba, a estimé que l'UE devrait mettre en place de nouveaux impôts pour parvenir à une autonomie financière, mais a jugé cela « impossible » à atteindre à cause de l'unanimité au Conseil sur les décisions fiscales et budgétaires. Richard Corbett (PSE, britannique) craint qu'un nouvel impôt UE risque de frapper les pays et les citoyens de manière inéquitable. Concernant les dépenses, il est essentiel, selon lui, de privilégier les actions qui profitent à tous les Etats membres quand ils se mettent ensemble pour les financer, comme la recherche, plutôt que les domaines dans lesquels il s'agit de transferts de crédits d'un pays à l'autre, comme pour l'agriculture. Catherine Guy-Quint (PSE, française) a soutenu l'idée de M. Lamassoure de prélever, par exemple, une taxe sur les mouvements engendrés pas le grand marché.

Existe-t-il un modèle social européen ? Que faire face à la mondialisation

Lors d'un atelier sur le modèle social européen et la manière de réagir face à la mondialisation économique, les parlementaires européens et nationaux se sont demandé: faut-il plus ou moins d'Europe pour répondre aux défis de la mondialisation et maintenir le niveau de vie de nos sociétés ?

Plusieurs participants ont évoqué l'existence d'un modèle social européen ou de plusieurs modèles nationaux avec des critères communs. « *L'Europe n'est pas qu'un simple marché. Oui, nous avons un modèle européen à valoriser* », a déclaré Marielle De Sarnez (ALDE, française). Il n'existe « *pas un seul modèle social européen, mais plusieurs modèles avec des éléments communs tels que la solidarité, la justice sociale, l'égalité hommes/femmes* », a déclaré Ria Oomen-Ruijten (PPE/DE, néerlandaise). Proinsias De Rossa (PSE, irlandais) a partagé cette analyse. Outi Ojala, du parlement finlandais, dénombre « trois » modèles sociaux en Europe. Selon Edmund Wittbrodt,

président de la commission des affaires européennes du Sénat polonais, il en existe « *cinq* ». « *Aujourd'hui, le modèle social européen fait partie du problème* », a considéré Richard Ashworth (PPE/DE, britannique). « *Le modèle social* », c'est le « *travail* » et « *l'accès aux prestations* », a indiqué Caspar Einem, du parlement autrichien, qui a plaidé pour un « *niveau minimal de confiance dans l'avenir de la société européenne* » à travers le lancement de « *signaux clairs* »: pas de compétitivité accrue par la baisse des salaires, non aux égoïsmes nationaux.

Plusieurs voix se sont levées pour demander des avancées dans le domaine social au niveau européen. Élu à l'assemblée nationale slovène, Franc Horvat, a évoqué « *les attentes élevées* » de ses concitoyens concernant « *la croissance économique et les normes sociales* ». Et d'ajouter: « *Il faut nous intéresser aux biens communs. Nous avons besoin d'harmoniser les politiques économiques, budgétaires et la fiscalité* ». « *Il existe une union économique et monétaire, pourquoi pas une union sociale ?* », a demandé Johannes Voggenhuber (Verts, autrichien). Constatant que « *les inégalités ne font qu'augmenter* », Ilda Figueiredo (GUE, portugaise) a insisté sur la nécessité d'une « *politique de cohésion sociale* » et « *de mettre un terme à la politique libérale* ».

Comment réagir face à la mondialisation ? « *La mondialisation est une chance* », a déclaré Othmar Karas (PPE/DE, autrichien), rapporteur, pour qui la mondialisation apporte « *plus de liberté, plus de concurrence, plus de défis* » et requiert « *des efforts de réformes indispensables* » si l'on veut éviter que l'Europe devienne « *la maison de retraite de la mondialisation* ». Évoquant la « *force positive de la mondialisation* », Timothy Kirkhope (PPE/DE, britannique) a dénoncé « *l'explosion de protectionnisme dans certains pays* ». La mondialisation est une « *occasion à saisir pour ouvrir le marché et augmenter les capacités concurrentielles* », a estimé M. Wittbrodt. « *Le monde a beaucoup plus changé que l'Europe* », a noté Edite Estrela (PSE, portugaise) en évoquant les changements climatiques et démographiques.

« *La mondialisation représente quelques dangers pour l'économie européenne si celle-ci n'est pas bien préparée par une stratégie commune* », a estimé Sotiris Hatzigakis, président de la commission des affaires européennes du parlement grec, qui a cité plusieurs défis: « *la concurrence des pays émergents* », la création d'un « *fonds européen d'ajustement à la mondialisation* », le lancement d'une « *nouvelle politique industrielle* » européenne. Il faut tenir compte des « *délocalisations* », a déclaré Neven Mimica, président de la commission de l'intégration européenne au parlement croate. Pour João de Deus Pinheiro (PPE/DE, portugais), « *la faute originelle* » de la stratégie de Lisbonne, c'est sa nature « *intergouvernementale* ». Mme Ojala a insisté sur l'implication des « *partenaires sociaux* », en notant qu'avec la mondialisation, de nombreux emplois disparaissent et de nouveaux sont créés, mais « *plus aussi sûrs que les anciens* ». « *D'où vient la peur ?* », a demandé Soraya Rodríguez, du Congrès des députés espagnols, pour qui « *il faut faire passer un message positif aux citoyens: nous ne pouvons pas agir simplement dans le cadre national* ».

Les députés européens et nationaux ont évoqué le Traité constitutionnel. La Constitution, et notamment « *la Charte des droits fondamentaux* », apporte « *une bonne réponse pour la définition du modèle social européen* », a estimé M. Karas. Mme De Sarnez s'est prononcée « *pour la ratification d'une Constitution simplifiée, en 2009 le même jour* » partout en Europe. M. De Rossa a évoqué « *la leçon* » des référendums français et néerlandais: « *Quand le peuple a l'impression de ne pas être écouté, il nous dit d'aller voir ailleurs* ». Se référant au dernier Eurobaromètre, Pierre Jonckheer (Verts, belge) a jugé que les citoyens exigent « *plus de coopération entre les États membres* ». « *La solution, ce n'est pas plus d'Europe. (...) L'erreur de la Constitution, c'est de prévoir un ensemble de règles pour tout le monde* », a jugé au contraire M.Heathcoat-Amory, de la Chambre des communes britannique. « *Nous devons avoir confiance en la famille européenne. Bâtissons sur cette Constitution* », a rétorqué son compatriote Lord MacLennan of Rogart, de la Chambre des Lords. « *Il n'y a pas de vent favorable si le marin ne sait pas où aller* », a philosophé Lapo Pistelli (ALDE, italien) citant Sénèque.

Elargissement: majorité favorable à une politique de « porte ouverte » et contre la fixation des frontières extérieures - Pour une PESC beaucoup plus active et efficace

Dans le groupe de travail sur le thème « L'UE dans le monde et les frontières de l'UE », coprésidé par le député européen Elmar Brok (PPE) et le député finlandais Jari Vilen (PPE), deux constatations fondamentales ont été partagées par tout le monde:

(a) l'UE a beaucoup à gagner d'un renforcement de sa Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), car une très grande majorité des citoyens - même parmi les plus sceptiques à l'égard de l'Europe - souhaitent que l'UE joue un plus grand rôle dans le monde. La PESC est donc une piste prioritaire à suivre si l'UE veut démontrer la valeur ajoutée que l'Europe peut apporter dans la vie quotidienne des gens, ont souligné de nombreux orateurs. Les gens attendent de l'UE qu'elle lève sa voix sur la scène internationale pour qu'il n'y ait pas seulement une superpuissance et qu'il y ait une compétition équilibrée entre différentes conceptions de la gestion du monde, a souligné le rapporteur du groupe de travail, le député allemand Michael Roth (PSE). Comme beaucoup d'autres, il a insisté sur le fait que « les citoyens ne veulent pas moins, mais plus d'Europe en matière de politique étrangère et sécurité » (M. Brok a cité le chiffre de « 65 à 70% »). Malheureusement, la Constitution européenne, qui prévoit tous les instruments pour accroître l'efficacité et la visibilité de la PESC/PESD, n'est pas en vigueur, a déploré l'eurodéputé espagnol Carlos Carnero Gonzalez (PSE), pour qui « nous payons le prix de l'absence de la Constitution, et il faut le dire aux citoyens ». Une opinion partagée par le député letton Oskars Kastens: « L'UE n'est pas encore capable de réagir suffisamment vite aux changements dans le monde, notamment dans ses pays voisins ». Comme exemple, M. Kastens a cité le Bélarus « où l'UE n'a pas pris de mesures concrètes » pour soutenir l'opposition, « à part émettre des émissions de radio depuis la Pologne ».

(b) les élargissements successifs de l'UE ont tous été un succès, à la fois pour les anciens et les nouveaux membres. Le « big bang » de 2004 ne fait pas exception à cette règle, ont souligné tous les intervenants. De cette constatation, une très grande majorité a déduit que l'UE doit poursuivre cette politique d'élargissement et ne pas se fixer des frontières définitives. D'autres, surtout chez les élus français, insistent sur la nécessité d'approfondir l'intégration avant d'admettre de nouveaux pays après la Bulgarie et la Roumanie. « L'élargissement de 2004 a été un grand succès. Gardons les portes ouvertes », a dit le co-président finlandais du groupe de travail, Jari Vilen (PPE). « Pouvez-vous imaginer l'un des pères fondateurs de la Communauté européenne - Schuman, Monnet, Adenauer, Spaak ou De Gasperi - claquer la porte de l'UE au nez d'un pays démocratique et européen prêt à respecter les critères d'adhésion ? », a lancé Lord Hannay of Chiswick de la Chambre des Lords. Les nouveaux pays membres ont toujours apporté une « fraîcheur, une nouvelle jeunesse », a affirmé le vice-président de l'Assemblée nationale de Slovénie, Vasja Klavora, qui trouve donc « délicat » de fixer les frontières extérieures de l'UE. Même tonalité du côté du député grec (et ancien Commissaire européen à l'énergie) Christos Papoutsis (PSE), pour qui « il faut laisser la porte ouverte à la Turquie, la Croatie et les Balkans occidentaux », sans toutefois éloigner l'UE de sa « vision d'une Europe toujours plus unie ». L'eurodéputé conservateur britannique Charles Tannock a critiqué l' « erreur » de l'UE de commencer des négociations d'adhésion avec la Turquie, « alors qu'elle n'envoie même pas un signal à l'Ukraine et la Moldova », avec qui l'UE devrait « au moins négocier un accord de libre-échange ». M. Tannock a aussi plaidé pour un nouvel accord entre l'UE et Israël (« selon le modèle des accords avec la Suisse ») qui, *in fine*, pourrait bénéficier des quatre libertés. Beaucoup d'orateurs ont aussi souligné que sans Constitution européenne, il ne sera pas possible pour l'UE de s'élargir au-delà de la Bulgarie et la Roumanie. Le sénateur français Hubert Haenel (PPE) a rappelé qu'après l'adhésion de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Croatie, tout futur élargissement fera l'objet d'un référendum en France. C'est inscrit dans la Constitution française et cela change la donne, car « le décideur final sera le citoyen français ». Son compatriote, Pierre Lequiller, président de la délégation pour l'UE de l'Assemblée nationale, a souligné que « la question principale n'est pas de savoir si les élargissements précédents ont été un succès ou pas,

mais de savoir quelle Europe nous voulons. Or, les frontières de l'UE déterminent ce qu'on veut comme Europe ». Et de plaider pour une « pause » dans le processus d'élargissement, « car il faut d'abord régler les questions institutionnelles ». M. Lequiller demande par ailleurs que l'UE prévoie un statut intermédiaire entre l'adhésion et le statut de candidat. « Je suis inquiet d'entendre certains parler du Bélarus, de la Moldova ou de l'Ukraine » comme futurs pays membres, « on va vers une dénaturation du projet européen », s'est-il inquiété. Klaus Hänsch (PSE), du PE, souhaite aussi qu'après les adhésions de la Bulgarie et de la Roumanie « et peut-être de la Croatie », l'UE fasse une « longue pause, non pas pour dire qu'il n'y aura plus aucun élargissement, mais pour mieux les préparer ». Nous avons besoin d'un statut intermédiaire, a estimé aussi l'Autrichien Werner Fasslabend (PPE). Le Turc Murat Mercan a cité la hausse des prix du pétrole pour démontrer que l'équilibre des pouvoirs dans le monde est en train de changer radicalement. « Si, à l'avenir, l'UE veut avoir une influence stratégique dans le monde, elle a tout intérêt à inclure la Turquie », a-t-il conclu.

(EU) UE/CONSTITUTION: le Parlement estonien ratifie la Constitution

Bruxelles, 09/05/2006 (Agence Europe) - Le Parlement estonien, comme prévu, a ratifié le 9 mai le Traité constitutionnel européen (par 73 oui et un non). L'Estonie est ainsi le 15ème Etat membre de l'UE à avoir ratifié la Constitution: France et Pays-Bas l'ont rejetée, alors que doivent encore se prononcer: le Royaume-Uni, l'Irlande, la Suède, la Finlande, le Danemark, le Portugal, la Pologne et la République tchèque.

Jo Leinen, président de la commission constitutionnelle du Parlement européen, commente: « Même si nous respectons la position des Français et des Néerlandais qui ont voté « non », la ratification en Estonie montre que la Constitution européenne n'est pas morte, mais vivante ». Le social-démocrate allemand poursuit: « Avec le Traité de Nice, l'UE à 27 sera la victime de déficits institutionnels et politiques. Une renégociation du Traité constitutionnel n'est pas une solution viable (...). La solution à la crise actuelle doit être fondée sur la Constitution européenne qui a été déjà approuvée par tous les gouvernements de l'UE ». Selon M. Leinen, « le fort soutien à la Constitution s'est manifesté aussi (...) dans les discussions au Forum parlementaire des parlements nationaux et du Parlement européen » (voir autre nouvelle).

Brussels urges 2007 declaration to break EU constitution deadlock

09.05.2006 - 13:24 CET | By Mark Beunderman

EUOBSERVER / BRUSSELS - The European Commission is asking EU leaders to sign a declaration next year on the EU's goals and values, as a first concrete step to end the bloc's constitutional impasse.

The commission makes the proposals in a draft paper, set to be presented on Wednesday (10 May), and which represents Brussels' contribution to a key EU leaders summit on the future of Europe next month.

The summit will focus on the question of how to break the institutional stalemate that emerged after French and Dutch voters said "no" to the EU constitution in referendums last year.

The commission states in its paper that "the first institutional step forward could be the adoption next year, 50 years after the Treaty of Rome, of a political declaration by the Member States, the Commission and the European Parliament setting out Europe's values and ambitions, with a shared undertaking to deliver them."

The 1957 Treaty of Rome established the EU's predecessor, the European Economic Community (EEC).

Brussels believes that the 2007 declaration should nail down a policy consensus between member states, forming the basis of a "new institutional settlement" at a later stage.

At their meeting next month, EU heads of state and government "should decide ... to adopt a step by step approach designed to create the conditions for a future institutional settlement," the commission text reads.

The move is designed to put pressure on member states to move the institutional dossier forward, despite deep divisions between capitals on the fate of the charter.

Policy initiatives

The paper also contains some fresh policy initiatives, based on the idea that citizens want "delivery" from the EU and "action cannot wait until there is agreement on an institutional settlement."

As announced earlier, the commission is proposing to move a large number of decisions on police and criminal matters from the national to the European level, aiming at eliminating national vetoes in this area.

Moreover, Brussels promises to transmit directly all new legislative proposals to national parliaments, "inviting them to react so as to improve the process of policy formulation."

This paragraph represents the first clear indication that the commission backs national parliaments' ambition to play a stronger watchdog role in preventing EU over-regulation, an idea which is fiercely resisted in some quarters of the European parliament.

Brussels will also next year present a "fundamental review" of the bloc's single market, vowing to remove remaining barriers for citizens and entrepreneurs.

Citizens' access to EU documents will be boosted while bureaucracy minimised, the commission promises.

The draft paper sees no specific initiatives of policy changes on enlargement, nor plans to soothe the effects of globalisation, which had earlier been hinted at.

But officials pointed out that the document could still see changes at the commission's meeting on Wednesday.

[Austria gives peek into June 'constitution summit'](#)

09.05.2006 - 17:34 CET | By Andrew Rettman

EUOBSERVER / BRUSSELS - Stressing popular values like sexual equality and daring new projects like a European fire brigade could help revive the EU constitution, Austrian leader Wolfgang Schussel said on Tuesday (9 May).

The pro-constitution chancellor set out his stall in a Brussels debate on the future of Europe just five weeks before the Austrian presidency chairs a 15-16 June summit set to be dominated by the frozen EU charter.

"The constitution treaty is the most successful attempt we've had so far to build on the achievements of the past 50 years," he said. "The way things stand, I don't see a better option."

The chancellor contrasted the fact that 16 member states support the constitution with the two French and Dutch rejections last year, hitting a more positive note than the European Commission, which described the status quo as "lack of consensus among member states."

The best way to rebuild public support for the draft EU charter is to highlight that it has "enshrined" values such as gender equality "which are the sacred legacy of the European Union," Mr Schussel stated.

"A lot of the issues our citizens want us to deal with have already been dealt with," he explained. "This social dimension of Europe, which would be guaranteed by our constitution, I deem of crucial and vital importance."

Roadmap summit

On top of this, the June summit should set out a "roadmap for seven or eight projects with concrete timetables" that have "symbolic resonance" in Europe's coffee house and kitchen sink political debate.

"We need to show that Europe is acting together," the chancellor indicated, envisioning European firefighters working together on Mediterranean forest blazes in line with a new report on crisis management by ex-French foreign minister Michel Barnier.

Mr Schussel admitted that 2005 was "catastrophic" for the EU in public opinion terms, setting the stakes high for the future of Europe debate:

"If we don't win over the public to this project, then Europe has come to an end."

But he saw room for optimism in the latest "schizophrenic" Eurobarometer survey which showed that, while fewer than half of people like being in the EU, two thirds see it as a peaceful and modern place to live.

"Something is happening in the [public] subconscious that is not being taken into account at the rational level," he said

Estonia ratifies EU constitution

09.05.2006 - 13:47 CET | By Helena Spongenberg

EUOBSERVER / BRUSSELS - Estonia has become the 15th country to ratify the EU constitution when its parliament voted with a clear majority in favour of the treaty on Tuesday.

Estonian lawmakers voted 73 in favour and one against with no abstentions on Europe Day (9 May) after the second parliamentary reading.

The European Commission welcomed the overwhelming support for the EU constitution in the Estonian parliament.

"This is a clear sign of Estonia's European commitment," said commission spokesperson Mikolaj Dowgielewicz.

"Every ratification counts. Those voices who voted 'no' should be heard but it is equally important to listen to the voices of those who voted 'yes'," Mr Dowgielewicz stated.

According to Estonian Foreign Minister Urmas Paet, the constitutional treaty is the best text

available at the moment.

"It is a good treaty for Europe, and for Estonia," Mr Paet said in a statement.

"Estonia is declaring that we must increase the efficiency of common endeavours in spheres where it would benefit the security and welfare of the people living in the European Union," Mr Paet added.

Finland is set to be next

Finland is likely to follow suit during its EU presidency - the Nordic country takes over the presidency from Austria on 1 July.

The Finnish parliament is expected to express itself in favour of ratification next Tuesday, kicking off a ratification process which could be finalised by September, said a Finnish diplomat.

Fifteen member states have now ratified the constitution: Austria, Belgium, Cyprus, Estonia, Germany, Greece, Hungary, Italy, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malta, Slovakia, Slovenia and Spain.

But French and Dutch citizens rejected the charter last year, prompting EU leaders to call for a "pause of reflection" on the new treaty, which must be ratified by all 25 member states for it to enter into force.

Two of the EU's most eurosceptic countries, the UK and Denmark, have postponed their referendum on the constitution after the results in France and the Netherlands.

JUSTICE

Brussels in hot pursuit of new law-and-order powers

Anthony Browne in Brussels

9 May 2006

[The Times](#)

Britain is preparing to give up the national veto on EU law-and-order legislation after Brussels demanded that national governments surrender control of key policies to combat terrorism and organised crime.

The controversial proposal covers such sensitive issues as collection of evidence, extradition, prison sentences and financial penalties. The move will give EU institutions considerable power over who is jailed for which crimes and under what conditions.

The proposals were contained in the rejected European constitution, sparking accusations that Brussels was trying to bring the constitution in through the back door.

Justice and home affairs are among the fastest growing areas of EU law. Jose Manuel Barroso, the President of the European Commission, said that he would present plans to abolish the national veto on law-and-order policy to heads of state at a summit next month.

His announcement came days after Matti Vanhanen, the Finnish Prime Minister, said that he would use his country's presidency, which starts in July, to ensure more judicial and police co-operation in Europe.

Senhor Barroso said that he would ask heads of government to "transfer to the Community a large number of the decisions in the fields of justice, freedom and security that can be dealt with more effectively at European level than at national level".

He insisted that the policy would have a huge amount of public support. "The most effective response in the field of security is the European response," he said.

"People are asking for 'more Europe' in order to combat terrorism and organised crime. It is our duty to respond to this appeal, with or without a constitution."

Member states have failed in recent months to agree on a number of proposals to bolster cross-border law enforcement. Senhor Barroso hopes that ending the national veto will help to broker agreement on such matters as a European evidence warrant, with which a judge in Lithuania could insist that British police break into a British house to collect evidence for a court case in Lithuania, for example.

Other proposals championed by several member states but blocked by others include "hot pursuit" by police, which would allow French police chasing criminals through the Channel Tunnel to operate in Britain. Mutual recognition of sentencing would enable British criminals sentenced overseas to serve their time in a British prison.

A government spokesman said that Britain would keep an open mind on the matter.

"We are not going to close the door on it," he said.

But some people are concerned at the prospect of lifting the veto in this area.

Timothy Kirkhope, the leader of the Conservatives in the European Parliament, said: "It is unacceptable. Of all the things one could object to in Europe, this is the one you have to object to. It is the one area (in which) we must have national competence."

The Commission will publish the proposal next week in a paper on the future of Europe.

Even if it surrenders the national veto, the UK retains the right to opt out of any legislation that is decided.

(EU) UE/JAI: le Royaume-Uni pourrait lever son veto sur la coopération judiciaire et policière

Bruxelles, 09/05/2006 (Agence Europe) - Quelques jours avant que la Commission européenne propose de faire passer certains aspects de la coopération policière et judiciaire en matière pénale dans les compétences communautaires (EUROPE N°9187), le Royaume-Uni a indiqué qu'il était prêt à lever son veto en cette matière, pour contribuer à lutter contre le crime organisé. Un représentant du gouvernement britannique a annoncé le 4 mai que le gouvernement étudiait cette possibilité au cas par cas, indique le *Financial Times*. « *C'est un concept intéressant et qui pourrait apporter certains avantages* », a déclaré en particulier le représentant britannique. Le Royaume-Uni, traditionnellement réticent à abandonner son pouvoir de décision (et son veto) au profit de l'UE, bénéficie d'une clause spéciale d'« *opt out* » dans ce domaine. Le dernier Conseil Justice et Affaires intérieures a montré que la coopération policière et judiciaire avait beaucoup de mal à avancer dans l'UE, comme le prouve notamment le blocage d'un texte destiné à autoriser les poursuites transfrontalières (EUROPE N° 9184).

13:13

Amlat-UE-sommet-drogue-presse-droits-Onu - Appels contre la drogue et la violence avant le sommet UE-Amérique latine

VIENNE, 10 mai 2006 (AFP) - L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a exhorté mercredi les dirigeants de l'Union européenne (UE) à "exporter la sécurité" vers l'Amérique latine à l'occasion d'un sommet entre les deux continents jeudi et vendredi à Vienne.

Les organisations non-gouvernementales Amnesty International (AI) et Reporters sans frontières (RSF) ont aussi respectivement appelé mercredi les pays participants à défendre les droits de l'homme et la liberté de la presse en Amérique latine.

Faisant référence à l'afflux en Europe de drogues, de migrants clandestins et d'argent sale, le chef de l'ONUDC (UNODC en anglais) Antonio Maria Costa a estimé que la réponse "doit être pour l'Europe d'exporter la sécurité" en aidant à la source les régions frappées par l'instabilité, la violence et l'injustice".

Il faut que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE "fassent passer le message qu'il existe un lien direct entre la consommation de drogue en Europe et la grave criminalité dans les pays producteurs d'Amérique latine. Quand vous achetez une ligne de cocaïne, vous mettez de l'argent dans la poche des criminels latino-américains".

L'assistance de l'UE doit aussi passer par une aide aux paysans producteurs coca en vue de cultures alternatives, a ajouté le responsable onusien en réclamant d'autre part aux dirigeants latino-américain un engagement plus "convaincant" contre la corruption avec un soutien européen.

Amnesty International a en outre réclamé que "la protection des défenseurs des droits de l'Homme soit une priorité absolue du sommet". C'est en Amérique latine qu'on observe le plus d'assassinats de militants, selon AI qui réclame "la fin de l'impunité permanente" pour les assassins.

Enfin RSF a demandé aux 60 pays participants de "s'engager davantage pour la liberté de la presse". L'organisation note que "sept journalistes ont été tués en 2005 et cinq autres depuis janvier sur le continent américain", en mentionnant notamment le Mexique, la Colombie et Cuba, "la plus grande prison pour journalistes après la Chine".

jms/phs/php

AFP 101113 GMT MAI 06